REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL nº 73/mai 1980/3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.

Emeutes, grèves, mécontentement au Salvador, Syrie, Inde, Turquie...

LA CLASSE OUVRIERE SEULE PEUT OUVRIR UNE PERSPECTIVE

● Poussés par la misère, des secteurs de plus en plus larges de la population manifestent leur mécontentement en s'opposant de plus en plus violemment à l'Etat dans le monde entier. Au Salvador, en Syrie, en Turquie, aux Indes, ce sont des affrontements meurtriers face à la police et à l'armée de l'Etat capitaliste; même des événements plus ambigus comme les affaires du commando de Gafsa en Tunisie, ou celle de la Mecque en Arabie Saoudite, traduisent une instabilité sociale croissante; les poussées de fièvre sporadiques qui se traduisent dans les pays développés par des affrontements avec la police comme à Bristol (Grande-Bretagne) à Amsterdam, à Plogoff ou en Sicile, les vagues de grève en Grande-Bretagne et au Brésil, les manifestations et grèves en Algérie, les luttes ouvrières qui montrent la combativité toujours forte des ouvriers iraniens, etc. quelles que soient les raisons apparentes ou les couches sociales qui en sont à l'origine, tous ces événements traduisent les tensions sociales de plus en plus explosives qui s'exercent au sein de la société capitaliste bousculée par la crise.

Cette tension sociale croissante, particulièrement aigüe dans les pays sous-développés soumis à des contradictions violentes, donne bien des migraines et des insomnies à la bourgeoisie mondiale. Les années 80 s'annoncent comme des années de grande instabilité et, avec la forte aggravation de la crise mondiale qui se dessine aujourd'hui, cette instabilité ira grandissant.



● Les événements survenus en Iran, l'année dernière, qui ont vu des manifestations populaires sévèrement réprimées dégénérer en émeutes, relayées par des luttes ouvrières qui en quatre mois de grève générale ont paralysé l'économie et fait céder l'ensemble du bloc occidental en mettant le shah puis l'éphémère Baktiar dehors, sont venus rappeler à la bourgeoisie la question sociale. Les déclarations des poussah du golfe persique qui se déclarent plus préoccupés par l'instabilité sociale de toute la région que par la percée russe en Afghanistan, sont significatives à cet égard.

Mais lorsque la bourgeoisie se pose la question sociale, elle se la pose sous un double aspect :

- d'une part la question sociale elle-même ;
- d'autre part les conséquences au niveau du rapport de force entre les blocs impérialistes.

Là encore les événements d'Iran sont particulièrement significatifs et éclairent d'un jour limpide la série d'affrontements que nous avons citée. Dans un premier temps, les manifestations du petit peuple du bazar et du sous-prolétariat des villes sont sauvagement réprimées par le shah. Tous les gouvernements du monde, de l'Est à l'Ouest, soutiennent [illegible] brutale au danger d'une destabilisation sociale. Mais ce que la bourgeoisie craignait s'est produit : le prolétariat s'est mis à lutter sur la base de ses propres revendications, polarisant autour de lui le mouvement social, s'organisant en comités de grève, paralysant l'économie, montrant concrètement qu'il était la seule force réellement dynamique de la société. Là, la bourgeoisie recule, le bloc occidental sacrifie le shah et finalement est obligé d'accepter la seule figure de la bourgeoisie iranienne capable d'entraver le mouvement social naissant qui "risquait" de s'étendre hors des limites étroites de l'Iran. Avec l'aide des gauchistes (Feddayins, Modjahidines) et des staliniens du Toudeh, Khomeiny a réussi à faire rentrer les ouvriers au travail, aidé par l'alibi anti-américain. Face à un prolétariat qui pourtant continue à lutter sporadiquement, face au danger social toujours existant, la bourgeoisie iranienne a pour principale arme une surenchère constante vis-à-vis des USA, usant et abusant de la mystification anti-américaine, pour entraîner le prolétariat sur le terrain de la défense de la patrie iranienne, de l'Islam, afin de lui faire accepter encore plus de sacrifices.

Enfin, l'URSS a pu mettre à profit l'écroulement de l'armée iranienne, principal maillon de défense occidental dans la région pour envahir l'Afghanistan.

Pour la bourgeoisie occidentale, le danger prolétarien une fois jugulé, c'est l'impérialisme adverse qui a tiré profit de la situation. Et c'est bien là encore le principal souci des deux blocs, éviter qu'une instabilité sociale grandissante en leur sein ne permette au bloc adverse de se renforcer. Tant que le prolétariat dans ses luttes reste comme en Iran isolé, ne déborde pas du cadre local, national, le souci principal de la bourgeoisie reste celui de faire face à l'impérialisme adverse. Aujourd'hui encore, c'est d'abord de ce point de vue que la bourgeoisie considère la question sociale dans les pays sous-développés. C'est d'abord pour cette raison que les Etats-Unis ont brutalement changé d'attitude en retirant leur soutien à Somoza au Nicaragua, avec, comme premier souci, d'éviter un nouveau Cuba.

Mais si le souci impérialiste est encore primordial aux yeux de la bourgeoisie, son attitude est bien différente lorsqu'elle a à faire face à un prolétariat qui lutte massivement et s'organise sur la base de ses propres revendications, et lorsqu'elle fait face à une population mécontente où le prolétariat trop faible n'apparait pas et se trouve dilué en son sein ou est inexistant.

(suite page [illegible])

sommaire

IRAN page 5

M 2485-82-3 F

TRAVAILLEURS IMMIGRES

ENCORE PLUS ISOLES AVEC LES SYNDICATS

● Alors qu'un foisonnement de conflits locaux, aux tris PTT, à la SKF d'Ivry, à la CGTC de Rennes et de Paris, à la banque BFCE, aux Caisses d'Epargne, à la Vidéocolor de Dijon etc..., atteste du maintien à un haut niveau du mécontentement ouvrier en général, la grève des nettoyeurs du métro parisien, après celle des éboueurs, après le mouvement des ouvriers dits clandestins de la confection (qui se poursuit d'ailleurs à Bordeaux, Clermont-Ferrand et dans le Loiret), et tandis que la lutte continue dans certains foyers, au moins, de la Sonacotra, témoigne de la combativité soutenue de la classe immigrée, à travers sa fraction immigrée, en France.

A l'heure où nous écrivons, la grève des nettoyeurs du métro entre dans sa quatrième semaine. Les négociations sont suspendues. La CGT, écartée du mouvement à la RATP, essaie de se rattraper en lançant une grève chez les nettoyeurs de la SNCF. Mais déjà le mouvement d'ensemble des travailleurs du nettoyage a perdu beaucoup de son impulsion ouvrière du début pour ressembler de plus en plus à une tribune pour syndicats et partis de gauche; si ceux-ci font un tel tapage autour de la grève, c'est dans le plus clair but de redorer leur blason face à la classe ouvrière.

Certes, il y aura des "acquis" au bout de la lutte, salariaux et pour ce qui est des conditions de travail. D'une certaine façon, la lutte a été assez forte pour imposer un relatif recul aux patrons, RATP ou autres. Mais à l'instar de tous leurs camarades français, les

(suite page 2)

TRAVAILLEURS IMMIGRES

(suite de la page 1)

ouvriers immigrés savent ce que valent les "acquis" immédiats dans un contexte de chômage, d'inflation et d'austérité galopants. Les engagements des patrons, de la bourgeoisie française, de son gouvernement, de son Etat, les immigrés sont bien placés pour savoir à quoi s'en tenir, eux qui sont toujours à la merci d'arrêtés d'expulsion. Comme tous les ouvriers, les travailleurs immigrés du métro ou d'ailleurs, savent que seule la lutte permanente peut soutenir et accroître les acquis. Autrement, si la lutte marque le pas, le patronat a vite fait de remettre en question toutes les concessions lâchées au feu de la lutte ouvrière.



MANIFESTATION DES NETTOYEURS DU METRO.

C'est pourquoi les grévistes du nettoiement du métro, aujourd'hui comme dans leur précédent mouvement de juin 77, ont, tout au long des semaines de lutte, continuellement placé l'essentiel de leur foi ouvrière dans la lutte elle-même: dans les AG quotidiennes à la bourse du travail de Paris, dans les piquets de grève constitués pour empêcher le nettoyage sauvage par la RATP. C'est pourquoi, retrouvant naturellement une exigence fondamentale de la lutte ouvrière contre le capitalisme, ils ont, plus haut que leurs revendications immédiates de salariés, clamé ce constant slogan: "Travailleurs français immigrés, une seule classe ouvrière". La solidarité de leurs frères de classe français, l'union avec eux, les travailleurs immigrés en ont d'autant plus besoin que, de par leur situation sociale ultra-vulnérable en France, ils sont très à découvert face aux coups que le capitalisme décoche à l'ensemble de la classe ouvrière. Lorsque les travailleurs immigrés ont tenu des forums volants dans les couloirs du métro, la CFDT pouvait bien vouloir en faire une de ces manoeuvres dont les syndicats ont le secret, pour transformer une impulsion ouvrière spontanée à l'extension de la lutte en une popularisation sans caractère de classe, pour les ouvriers du nettoyage, cela avait d'abord le sens de tendre la main à leurs camarades travailleurs français, et par là de réclamer leur solidarité ouvrière active.

Rompre l'isolement, construire l'unité ouvrière, s'il existe un problème vraiment crucial posé aujourd'hui à la classe ouvrière, c'est bien celui-là.

LE PROBLEME DE L'ISOLEMENT

L'expérience de la grève des nettoyeurs du métro en 1980 est à cette égard instructive, surtout si on la compare à celle de 1977. En 1977, il y a eu concrètement des mesures des grévistes pour nouer la solidarité ouvrière effective : des délégations de nettoyeurs sont allés vers les ouvriers de Renault et d'Alsthom, vers les employés de la Securité Sociale en grève ; un meeting public avait été organisé à la Mutualité le 18 juin. Alors, les ouvriers du nettoiement tenaient directement leur lutte en mains, à travers un comité de grève élu en AG, contre les syndicats mêmes. (1)

En 1980, il y a bien aussi une volonté de chercher la solidarité à travers les forums dans les couloirs du métro par exemple, mais celà sur des bases de classe nécessairement moins nettes : on s'adresse à des usagers du métro et non à des ouvriers en tant que tels.

Lorsque la CGT et la CFDT prétendent organiser la solidarité des travailleurs de la RATP, c'est sur une base aussi vicieuse, à la limite du brisage de grève, que la protestation contre la saleté des lieux de travail. Le but recherché a d'ailleurs été atteint : le mot d'ordre de grève n'a pas été suivi et la solidarité n'a pas eu lieu lieu. En 1980, bien que de façon relative -témoin l'animation des A.G.- l'organisation de la lutte est, dans tous ses aspects, piquets ou forums, chapeautée par les syndicats (en fait la CFDT pratiquement seule). Pas de comité de grève, pas de meeting public.

Bien sûr il n'y a pas dans cette lutte de mars-avril 1980, l'environnement immédiat de grèves qui existait en juin 1977, encore que des luttes et des mouvements sont présents à Paris, aux tris PTT et à l'EDF notamment. Mais il est impossible de ne pas tirer des leçons, dans la comparaison entre 77 et 80, à travers la double équation : 1977, caractère auto-organisé de la lutte = potentialités de solidarité; 1980, mainmise syndicale sur la lutte = abscence de mouvement solidaire réel.

Ce constat ramène à une observation valable pour l'ensemble du mouvement de la classe ouvrière aujourd'hui. Qu'on prenne un moment plus fort du prolétariat, comme celui des sidérurgistes en 1979, on voit, accompagnant un certain outrepassement du cadre syndical strict, une solidarité ouvrière s'opérer, hors des limites corparatistes ou de branche industrielle, dans des régions entières, Lorraine et Nord.

Aujourd'hui, on voit, au moyen d'un langage plus radicalisé, les syndicats proposer de nouveau toute une série de journées d'action, par catégorie et région, avec, en plus, une concurrence entre CGT etCFDT. Sous l'emprise syndicale raffermie, le mouvement ouvrier se présente pour l'heure, comme une multitude de grèves à motifs identiques et qui ne font pas la jonction.

L'isolement n'est pas une spécificité des travailleurs immigrés, mais une caractéristique qui décrit l'ensemble de la situation du mouvement ouvrier à cette heure. Au centre de ce problème d'isolement, on trouve immanquablement les syndicats.

Depuis l'époque de la lutte au foyer de Garges surtout, on observe chez les travailleurs immigrés une certaine tendance à nouer le lien entre ouvriers français et immigrés, à travers ou en se servant des structures syndicales (UL, UD), alors qu'auparavant, ils tenaient leur lutte à l'écart des syndicats. Le mouvement de syndicalisation des nettoyeurs du métro à la CFDT de la RATP repose foncièrement sur ce besoin de rompre leur isolement en tant qu'immigrés.

Mais non seulement cette intégration syndicale n'amène pas le lien avec les autres secteurs de lutte de la classe ouvrière, comme on l'a déjà montré, mais installe la division à l'intérieur même de leurs rangs d'immigrés. Une démonstration claire nous en est donnée par la lutte des ouvriers clandestins de la confection, à Paris en février-mars. On a vu la CFDT subordonner son soutien des travailleurs à leur syndicalisation. Donc, première division entre syndiqués et non syndiqués. Ensuite, comme les ouvriers yougoslaves et mauriciens ne se syndiquaient pas, la CFDT n'a "défendu" que le seul problème des turcs. Seconde division.

Pour finir, la CFDT a carrément saboté le mouvement collectif en le rangeant sur le terrain de Stoléru, et en acceptant de traiter la régularisation des travailleurs sans papiers cas par cas, individuel , et"méritant"!

Les syndicats qui font tout pour interdire l'unification de la classe ouvrière en général, ne sauraient évidemment pas favoriser le resserrement des liens entre travailleurs immigrés et français. A l'intérieur des syndicats, les travailleurs immigrés ne peuvent être qu'encore un peu plus isolés de leurs frères de classe "français".

RADICALISATION DE LA GAUCHE

Il n'y a pas d'unité ouvrière possible à l'intérieur des syndicats. Il n'y a pas, par eux, possibilité d'extension unitaire des luttes. Pour toute fraction de la classe ouvrière, la prise en main directe de leur lutte par les ouvriers est la seule solution pour étendre la lutte, pour construire la solidarité ouvrière active.

Quand aujourd'hui un Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, veut se déranger en personne pour un conflit de balayeurs immigrés -alors que Mitterand, chef du parti de tutelle de la CFDT, s'est efforcé lui-même d'aller serrer la main à des grévistes de la faim turcs- on ne peut qu'éprouver un sentiment d'écoeurement vis à vis de gens, de la CFDT au PS, et de la CGT au PCF, qui n'ont jamais caché leur compréhension, sur le fond, de la politique gouvernementale de limitation de l'immigration, qui ont toujours contesté la validité des organisations que les travailleurs immigrés se sont eux-mêmes donné pour leur défense, qui, comme le PCF, n'ont pas hésité à vendre des militants immigrés aux flics et à la justice démocratique française (exemple du foyer Sonacotra de Genevilliers), qui, à plusieurs moments, ont calomnié les luttes des travailleurs indociles à leurs discours(1).

Aujourd'hui, la gauche en général, mais le PS et la CFDT en particulier, font grand bruit autour de la lutte des immigrés, se donnant l'air de vouloir rectifier leur attitude peu sympathisante d'hier. Mais la compréhension du sort des travailleurs immigrés n'a rien à voir là-dedans.

Pour une part, ce revirement tactique de la CFDT et du PS est lié à leur rivalité avec la CGT et le PCF. Pour la part la plus significative, la nouvelle attitude de toute la gauche est relative à la politique globale de raffermissement du contrôle sur les ouvriers, commencée aux lendemains des élections de 1978, sous couvert de radicalisation verbale, au sein d'une orientation politique plus oppositionnelle.

Objectif d'autant plus impérieux que, à l'instar de l'ensemble de la bourgeoisie, la gauche a pressenti depuis 1978 une violente réaction ouvrière possible à l'aggravation de la crise; les mouvements ouvriers de 1979 n'ont fait que préciser ce pressentiment de la gauche et qu'augmenter sa vigilance vis à vis d'une classe ouvrière insoumise, surtout dans les secteurs comme celui des immigrés, où l'emprise syndicale est plus difficile.

Pour la gauche il s'agit d'entraver tout processus de développement de la lutte de classe.

La classe ouvrière, elle, n'a pas d'autre perspective que de combattre l'isolement de ses luttes partielles, contre toutes les divisions, car c'est de plus en plus comme un tout qu'elle est attaquée par la bourgeoisie et sa crise. La lutte des travailleurs immigrés contre la séparation d'avec leurs camarades français ne peut avoir de sens réel que comme lutte pour l'unification de tous les combats de la classe ouvrière, au delà des catégories de race, de nationalité, de profession, volontairement entretenues par les syndicats. C'est toute la classe ouvrière qui doit rompre l'isolement de ses parties. Travailleurs français immigrés, une seule classe ouvrière !

M.X.

NOTE :
(1) : Nous renvoyons à notre article sur cette grève dans RI n°40.

Bien que nous ne soyons pas d'accord avec toutes ses considérations, nous renvoyons à la lecture des brochures n°7 et 12 du "Prolétaire", en particulier sur les attitudes prises par les partis de gauche et les syndicats sur la question du "statut" de l'immigration et au cours des luttes des travailleurs immigrés.

ANTITERRORISME

partout le même alibi à la répression

●La France a donc trouvé ses terroristes. Bien qu'il y ait eu par le passé déjà des GARI et des NAPAP (1), aujourd'hui,"Action Directe" bénéficie d'une publicité plus grande. Ce n'est pourtant pas la violence des attentats entrepris dernièrement qui justifie une telle hystérie de la part du gouvernement et de la presse. Les actions de paysans, du CID-UNATI ou des Corses nationalistes, il n'y a pas si longtemps, étaient beaucoup plus violentes et meurtrières.

Alors pourquoi une telle campagne contre "l'Internationale terroriste" ? Parce que, clame la bourgeoisie, Action Directe comme les Brigades Rouges en Italie, est un danger pour la démocratie à laquelle tout le monde se doit d'être attaché et, plus particulièrement, la classe ouvrière, rajoute la gauche. Déjà en 1919, l'Internationale Communiste affirmait que "la soi-disant démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée". C'est la démocratie qui est un danger pour la classe ouvrière !

A qui fera-t-on croire qu'un attentat contre l'Inspection du travail va supprimer l'esclavage salarié ?

A qui fera-t-on croire qu'un tir de bazooka contre Bison futé, le ministère de la circulation routière, menace l'Etat capitaliste ?

Leur société n'est pas plus menacée par le terrorisme que par le scandale des paris clandestins sur le foot en Italie! Même la mort d'Aldo Moro ou du patron des patrons allemand n'ont ébranlé le capitalisme. Tout ceci n'est que bourrage de crâne !

La seule chose qui ne soit pas du bluff, c'est l'existence de révoltés qui ne voient qu'un moyen dérisoire pour abattre le capital. La classe ouvrière se doit de comprendre le désespoir de ces individus qui subissent eux-aussi, même s'ils ne viennent pas de ses rangs, la misère matérielle et psychologique du capitalisme ; mais elle doit d'abord reconnaître l'inefficacité du terrorisme dans la lutte contre la bourgeoisie. Elle ne peut s'en remettre à quiconque tend à se substituer à elle, sous peine d'être incapable de renverser la bourgeoisie le jour venu.

Mais non seulement cela, les ouvriers se doivent aussi de voir le danger des manoeuvres de la bourgeoisie qui utilise à son compte le terrorisme. En effet, camarades, pourquoi autant de bruit là-dessus ?

Parce que c'est l'occasion pour tous les gouvernements de renforcer l'Etat bourgeois ; sous prétexte de défendre la société, l'Etat prend des mesures nécessaires face à la crise et au danger social. Ces mesures de répression auraient été plus difficilement acceptables sans la campagne anti-terroriste. Elle lui permet d'instaurer un régime de terreur ; la publicité faite sur la mort de Mesrine n'en est qu'un exemple : dorénavant, la police tire à vue et sans sommation !

De plus, c'est surtout le moment pour la bourgeoisie de renforcer et de développer ses forces de repression : renforcement de la police, création de commandos anti-terroristes, actualisation des lois répressives et ceci au niveau européen. Car le seul domaine où le marché commun connaît un grand succès, c'est celui de la coopération policière.!

D'ores et déjà, la bourgeoisie a pu tester l'efficacité de sa campagne en Italie à Fiat ; elle a pu licencier une centaine d'ouvriers parmi les plus combatifs qui s'opposaient à la restructuration de l'usine car leur opposition manifestait une sympathie pour les terroristes ! Nous voyons là le but réel de ces campagnes. Et ce n'est rien à côté de ce qui attend les ouvriers demain en cas de faiblesse : licenciements, emprisonnements, fusillades !

Et, au premier rang, seront les communistes. "France-Soir" prépare "l'opinion publique" : elle dénonce les "penseurs" poursuivant des buts politiques "expliqués dans leurs tracts : haine pour le capitalisme, destabilisation de la société moderne. Autant de vieilles rengaines fumeuses". Pour "Le Figaro", il faut les anéantir !

"Le Matin" pense que c'est l'échec de la gauche et les scandales qui provoquent le dégoût: "De là, pour ces derniers, (les terroristes) à conclure que la société est pourrie..." Hypocrites ! Oui, messieurs les bourgeois, elle est pourrie votre société ! Votre société, il nous faut la détruire! Non par le terrorisme, qui est inefficace, mais par la lutte de l'ensemble des prolétaires !

R.L.

AGITATION SOCIALE

(suite de la page 1)

Alors qu'en Iran, dès que le prolétariat apparaît dans la grève générale, la répression brutale cesse pour prendre un tour plus insidieux, où la bourgeoisie occidentale essaie en souplesse de "démocratiser" avec Baktiar, au Nicaragua c'est après des semaines de massacres dans la guerre civile que Carter largue Somoza. Au Brésil, la bourgeoisie tire aujourd'hui les leçons de l'Iran ; là aussi existe un prolétariat important, très combatif ; c'est pour éviter un nouvel Iran qu'elle pousse à la démocratisation, à la mise en place d'un appareil spécifique d'encadrement des ouvriers : une gauche et des syndicats dont on a pu mesurer l'efficacité comme frein à la lutte ouvrière dans les récentes grèves. Alors qu'au Salvador la répression aligne les cadavres, là où le prolétariat est faible et dilué dans la population.

Face à un prolétariat important, qui lutte et s'organise massivement, la bourgeoisie est beaucoup plus prudente car elle sait qu'elle a en face d'elle un ennemi autrement plus dangereux que les masses inorganisées des paysans, des petits boutiquiers, des miséreux des villes et des campagnes et des ouvriers atomisés ou isolés, prêtes à tomber dans tous les pièges de l'idéologie dominante (fanatisme religieux, nationalisme, populisme). Les répressions brutales au Salvador contre la "population" mécontente mystifiée par les gauchistes et les curés populistes, en Syrie contre les émeutiers "manipulés" par les "frères musulmans", sont amplement là pour montrer la faiblesse de tels mouvements. Mais aussi en Turquie où les grévistes d'Izmir ont payé le prix de leur faiblesse, due à leur isolement (cf. RI n° 72).

Dans les pays développés aussi on peut mesurer quotidiennement la différence d'attitude de la bourgeoisie lorsqu'elle affronte une population mécontente , des ouvriers idolés ou lorsqu'elle a en face d'elle une vague de grève qui tente de s'étendre. Les habitants et les écologistes de Plogoff, les squatters d'Amsterdam l'apprennent à leurs dépens et à coups de matraque (cf. R.I. n° 72).

Est-ce-à dire que la bourgeoisie serait moins violente vis-à-vis du prolétariat ? Certainement pas. Mais la bourgeoisie ne peut affronter aussi aisément celui qui peut la détruire à tout jamais.

Lorsque, comme en Iran, la production est paralysée pendant quatre mois de grève générale des ouvriers organisés en assemblées générales et en comités de grève, la bourgeoisie peut-elle remettre tout le monde au travail le fusil dans le dos ? Dans ces conditions, la bourgeoisie préfère utiliser d'autres armes : celles des mystifications politiques qui attaquent le prolétariat dans ce qui fait sa force : sa conscience.

Tant qu'il s'agit de réprimer des grèves isolées, la tâche est plus facile à la bourgeoisie ; par contre, lorsqu'il s'agit de réprimer une grève de masse, autant qu'elle peut, la bourgeoisie essaie d'éviter l'affrontement direct qui risque de mettre le feu aux poudres. Mais lorsque son avenir est en jeu, lorsqu'elle ne peut plus reculer sans compromettre son futur, la bourgeoisie mondiale est prête à l'affrontement le plus violent avec le prolétariat et oublie ses rivalités internes. Les fusillés de la Commune de Paris (1870), la répression des "Spartakistes" (Allemagne 1919) et l'encerclement de la révolution russe (1917-18...) sont là pour nous le rappeler.

Mais c'est aussi parce que la bourgeoisie se souvient de ces événements qu'elle appréhende de voir surgir derrière l'instabilité sociale croissante d'aujourd'hui, la révolution prolétarienne de demain.

Nous avons vu que par rapport à l'instabilité sociale, la bourgeoisie n'a pas de solution réelle. Cette instabilité est en effet le produit même du système capitaliste et de sa crise économique qui s'accentue. La seule "solution" qu'elle propose c'est encore plus de répression. Nous verrons dans un prochain article les tâches du prolétariat et ses responsabilités historiques vis-à-vis de toutes les couches sociales que le capitalisme réduit à la misère la plus extrême et qui, aujourd'hui, montrent de plus en plus leur mécontentement.

J.J.

CONTRE LE CAPITALISME...

(suite de la page 8)

qui nécessitent la participation la plus massive des ouvriers à la lutte, leur union la plus large possible par delà les corporations et leur situation immédiate (chômeurs et non chômeurs en particulier) et une organisation non hiérarchisée où la démocratie directe implique une participation de tous aux décisions à prendre. En résumé exactement le contraire de la forme syndicale.

Les grèves et les mouvements de masse ne se décrètent pas, ne se préparent pas soigneusement à l'avance et ne se déroulent pas selon un plan minutieusement établi à l'avance, ni non plus ne tombent du ciel.

"La grève en masse n'est ni "faite" artificiellement, ni "décidée" ou "propagée" dans le bleu, mais elle est un phénomène historique, se produisant à certains moments, par une nécessité historique sortant des conditions sociales." (R. Luxemburg p. 25)

En effet, de tous les mouvements de masse que l'histoire des dernières décennies nous montre, il n'y en a aucun qui ait été organisé à l'avance et décrété pour telle date précise, mais aucun qui soit tombé du ciel, sans que rien ne l'annonce ni ne le prépare.

La situation du capitalisme, crise économique ou guerre, la situation de la classe ouvrière, la situation au travers de laquelle la bourgeoisie exerce son pouvoir -concentration dans les mains de l'Etat de tous les pouvoirs économiques et politique-, l'ensemble de ces conditions sociales implique que l'ensemble des conflits entre les ouvriers et la bourgeoisie convergent et tendent à se fondre en un mouvement de masse où l'union, la conscience et l'organisation du prolétariat forment un tout dans la pratique de la lutte.

Cela ne veut pas dire que les mouvements de masse se réalisent selon un processus mécanique, une petite grève plus une autre petite grève, etc, pour arriver à donner un mouvement général, comme les petits ruisseaux qui se rejoignent forment les rivières, qui elles, à leur tour, donnent les fleuves. La grève de masse en réalité ne concerne pas un moment particulier mais toute une période où la classe ouvrière au travers des poussées qu'elle effectue ça et là, emmagasine l'expérience nécessaire et crée les conditions de conflits généralisés contre le capitalisme.

Et c'est l'ensemble de ce processus que les syndicats ont aujourd'hui pour tâche d'enrayer, sur les trois plans qui permettront à la classe ouvrière de se constituer en force sociale capable de renverser le capitalisme :

1) Sur le plan de la conscience : en masquant les véritables enjeux des luttes, guerre ou révolution.

2) Sur le plan de l'union et de l'unité de la classe ouvrière : en enfermant la classe ouvrière dans le cadre national, dans le cadre des corporations.

3) Et enfin sur le plan de l'organisation : en se débrouillant pour que les ouvriers en lutte ne prennent pas eux-mêmes en charge l'organisation collective de la lutte.

Dans ces conditions, les ouvriers qui, à l'heure actuelle, sont, au cours des divers conflits, éveillés à la conscience de classe et sont déterminés à en finir avec le capitalisme, plutôt que de tenter de créer de nouvelles structures syndicales ou de transformer les anciennes, doivent au contraire travailler sur ces trois plans. Mettre en avant de la façon la plus large possible les véritables enjeux de la lutte, pousser les ouvriers à sortir du cadre de leur corporations ou de leur situation immédiate et, eux-mêmes, ne pas s'enfermer sur les problèmes de leur usine ou de leur atelier où ils ne peuvent qu'étouffer, et - c'est là peut-être le problème le plus vital- ne pas chercher à s'emparer de la direction des luttes, mais au contraire pousser l'ensemble des ouvriers à en prendre collectivement en main la direction.

Nous ne disons pas que tout cela soit facile, mais c'est vers cela qu'il faut orienter nos efforts, car c'est la seule façon de s'en sortir.

VIVE L'AUTO-ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIERE - VIVE LES CONSEILS OUVRIERS - VIVE LA REVOLUTION.

M. Prénat

encore sur le 23 mars : la police syndicale

●Un an après, quelles sont les leçons que tire la CGT de la manifestation des sidérurgistes du 23 mars 79?

"Le dispositif policier était fait de sorte qu'il ne pouvait intervenir efficacement.

Les forces de police avaient reçu des ordres de passivité."

Heureusement, la CGT était là!

"Mais la manoeuvre a échoué. Les responsables du service d'ordre de la CGT ont l'expérience des manifestations, même difficiles." (Bulletin spécial de "La vie ouvrière" du 26-03-80).

La CGT peut se poser en donneur de leçons à la police officielle. Elle en connait un rayon sur l'encadrement et la répression de la classe. Comme ses compères italiens qui -sous couvert de campagne anti-terroriste- établissent des listes de noms d'ouvriers combatifs dans les usines pour les fichiers de police, elle prend à coeur sa fonction.

Renforcez la répression! La CGT a peur. Mais ce dont elle a peur, ce n'est pas, comme elle veut le dire, de quelques provocateurs liés à la police, ni de quelques autonomes, mais de la remise en cause de son pouvoir par les ouvriers en lutte.

Pour mieux réduire la portée des luttes engagées au printemps dernier par les sidérurgistes, la CGT, comme le reste de l'ordre bourgeois, se livre à un feuilleton style presse à sensation, une chasse aux preuves que les affrontements qui se sont produits à la fin de la manifestation du 23 mars étaient le produit de provocations policières.

Pour les syndicats, les ouvriers seraient trop "responsables" pour répondre par la violence de classe à la violence du système économique et politique qui les exploite.

Il est en effet difficile aux syndicats d'admettre que la colère ait pu être motivée par la sensation de s'être fait berner dans une ballade syndicale, prisonniers d'une double police : syndicats et CRS. L'ampleur du dispositif policier soigneusement rangé dans toutes les rues adjacentes au parcours, était déjà une "provocation" en soi. L'attitude des syndicats qui, après avoir organisé une dispersion sans que la manif ait fait autre chose que de se faire voir, a empêché les manifestants de réagir lorsque les CRS les ont chargés, la disproportion entre l'enjeu de la lutte -des dizaines de milliers de licenciements- et ce qu'on lui proposait- une manifestation sabotée- ont contribué à faire exploser la colère.

Il arrive souvent que dans les ballades syndicales, il y ait des "provocateurs"; il arrive aussi qu'il y ait à la fin quelques pneus brulés et quelques pétards lancés. Mais ça n'entraîne pas toujours plus de 2000 manifestants à affronter les "forces de l'ordre". Depuis toujours, la police place des provocateurs dans les manifestations ouvrières. Mais ce ne sont pas les provocateurs qui font l'histoire. Les ouvriers ont les moyens d'imposer leur volonté, et ils n'ont certainement pas besoin, comme le voudrait la CGT, d'un renforcement de la police pour les "protéger" des mêmes provocateurs qu'elle a placés.

La version des syndicats ne vise qu'à une chose : donner un alibi au renforcement de la repression anti-ouvrière, et face à la crainte que les ouvriers s'attaquent à tous ceux qui garantissent le maintien de la logique qui les exploite et les met à la rue, y compris eux, CGT, CFDT et tous les autres.

D.N.

SARTRE

●La révolte contre toutes les formes d'oppression, la générosité, la sincérité, la solidarité envers ses semblables ne suffisent pas à faire un révolutionnaire. Sartre en était une des illustrations les plus indiscutables. Toutes ces qualités, il les possédait sans doute -et les pires canailles de la presse et de la politique se sont payés quelques instants de bonne conscience en l'affirmant bien fort- mais il n'a jamais réussi, malgré sa bonne volonté, à être un combattant de la révolution communiste. En fait, presque tous les pièges que la bourgeoisie de gauche (et même quelquefois de droite), de l'Est et aussi de l'Ouest, a tendu aux "hommes de bonne volonté", Sartre est tombé dedans :

- la résistance "intellectuelle" pendant la guerre,
- la tentative d'une "3° voie" en dehors du PC et PS en 48 avec le "Rassemblement Démocratique Révolutionnaire",
- le soutien "critique", à partir de 52, à l'URSS et au PCF au nom du "moindre mal", de la "défense de la paix", de la lutte "contre l'impérialisme et la bourgeoisie",
- le soutien "critique" à Israel,
- le soutien au F.L.N. algérien,
- l'appui aux "luttes d'indépendance nationale" de toutes sortes (préfaces aux écrits de Frantz Fanon en 61 et de Patrice Lumumba en 63, participation au "Tribunal Russell" sur le Vietnam et au "Comité Vietnam National" en 65),
- campagnes pacifistes en faveur de la paix entre Israel et les pays arabes en 67 et 73,
- soutien au "congrès culturel" de la Havane en 68,
- participation à l'épisode grotesque des maos de "La Cause du peuple" en 72,
- soutien "critique" du MFA portugais en 75,
- participation aù "Bateau pour le Vietnam", si bien récupéré par la propagande pro-occidentale en 79.

Jean-Paul Sartre s'était fait une spécialité dans la signature de pétitions, d'appels de toutes sortes pour une multitude de mauvaises causes, bien récupérées par la bourgeoisie. Mais ce qui le distinguait de beaucoup d'autres signataires de ce genre, c'était son refus de se laisser acheter par quelque camp bourgeois que ce soit, son refus de toute position sociale confortable. A l'opposé de beaucoup de ses contemporains en littérature, souvent beaucoup plus "radicaux" que lui au départ, il n'a pas vendu sa révolte contre un plat d'honneurs. Il n'était pas de ceux qui plient l'échine pour un statut d'écrivain officiel comme Aragon ou de ministre comme Malraux. Sa révolte, sa condamnation du monde actuel qu'on trouve dans ses écrits, son aspiration à un monde meilleur, sont restées sincères jusqu'au bout, ce qui l'a fait rompre avec le PCF en 56, avec Castro en 71, avec la gauche officielle et la farce electorale en 73, après qu'il ait salué avec enthousiasme l'espoir que mai 68 avait fait naître. Mais cette révolte n'a pas trouvé à s'employer pour le seul combat porteur d'avenir, celui du prolétariat, qu'il a cru trouver pour un temps en faisant un bout de chemin avec le PC d'abord et les maoistes ensuite. Son errance, ses engagements successifs et contradictoires traduisaient la tragédie d'une couche sociale sans avenir propre, la petite-bourgeoisie intellectuelle. Dans une période où le prolétariat agit sur la scène de l'histoire, les meilleurs éléments de cette couche sociale s'intègrent dans sa lutte. Quand cette lutte fait défaut, que la contre-révolution fait rage, lorsque seuls de petits groupes rattachés par une continuité organique aux partis prolétariens du passé sont en mesure de préserver dans l'isolement les principes communistes, les intellectuels révoltés ne trouvent plus ce pôle auquel se rattacher. Ne pouvant constituer de pôle par eux mêmes, ils tournent en rond et se font piéger avec constance par les multiples chausse-trappes disposées par la bourgeoisie. Sartre lui-même était à demi-conscient de cette impuissance. "Notre génération a fait faillite" disait-il en 68. Avec lui disparait le représentant le plus marquant de cette génération d'intellectuels révoltés et honnêtes de l'après-guerre profondément marqués par la contre-révolution qui y regnait sans partage. Bien qu'il ait perçu confusément et qu'il ait salué la reprise de classe qui s'est annoncée en 68, et qui sera la planche de salut des nouvelles générations de ses semblables, il ne pouvait s'en faire le porte-parole et est resté condamné à n'exprimer que le néant d'une époque aujourd'hui révolue.

F.M.

U.S.A.

Aux U.S.A. comme ailleurs, les prolétaires sont confrontés aux mêmes problèmes : licenciements (300 000 dans l'industrie automobile ces derniers mois), érosion des salaires par l'inflation, pression idéologique de la bourgeoisie qui appelle à des sacrifices toujours plus grands au nom de la défense de l'intérêt national. Aux U.S.A. comme ailleurs, la réponse des prolétaires est la même : luttes contre l'austérité par l'arme de la grève.

Après des mois d'une campagne intense qui vise à mobiliser le prolétariat américain derrière le drapeau de son capital national afin de lui faire accepter l'austérité croissante et l'entraîner dans les manoeuvres bellicistes de sa bourgeoisie, la récente grève des travailleurs du métro new-yorkais vient marquer à quelles limites se heurte cette campagne.

Le tract dont nous publions ici de larges extraits a été diffusé avant cette grève qui lui a donné une actualité marquante.

TRACT: GUERRE OU REVOLUTION

●*La menace du gouvernement* de réinstaurer le recensement en vue de la conscription et, finalement, la conscription elle-même, a provoqué une large opposition.

S'il est absolument nécessaire que la classe ouvrière s'oppose à la conscription de même qu'à tous les préparatifs guerriers qui sont en train de se faire, il est d'une importance vitale de reconnaître que la conscription n'est qu'un symptôme de ce que le capitalisme nous prépare pour le futur. Nous ne pouvons pas nous limiter à combattre seulement les symptômes. Il faut attaquer le problème à sa source ; il faut détruire le capitalisme.

La conscription n'est pas un problème isolé. Les rumeurs de guerre remplissent de nouveau l'air et les ondes. La classe dominante essaie de créer une psychose de guerre et intensifie les préparations directes pour la guerre. On a mis sur pied une "Force de Déploiement Rapide" de 150.000 hommes. On a projeté des bases militaires pour le Kenya, la Somalie, l'Oman. Le missile Pershing II est installé en Europe, le système de missiles mobiles MX au Nevada et en Utah. Des convois massifs d'armes sont expédiés en Chine et au Pakistan(...)

Un choeur d'opposition envers certaines des mesures pro-guerre les plus évidentes du gouvernement est apparu au sein de la classe dominante elle-même (Kennedy, Absug, Brown, Anderson). Leurs arguments se résument à ceci :

1° l'Amérique doit d'abord et avant tout utiliser son pouvoir économique et non des armes militaires pour dominer le monde ;
2) il n'est pas encore nécessaire de répondre d'une manière aussi massive et précipitée à l'impérialiste russe ;
3) les tensions sociales ne sont pas encore suffisamment maîtrisées (la classe ouvrière est trop désobéissante).

Tout en exhibant ostensiblement leurs politiques "anti-guerre", ces éléments de la bourgeoisie soutiennent certaines des mesures économiques et impérialistes *des plus sournoises qui* seront nécessaires pour une nouvelle guerre mondiale. Ainsi, Kennedy est pour un rationnement immédiat de l'essence, un contrôle des salaires et le soutien de la politique impérialiste d'Israël au Moyen-Orient. Brown soutient des mesures similaires et est pour que les USA se dotent d'une "autorité" spéciale sur le pétrole mexicain et canadien -afin de dégager les USA de sa dépendance des sources d'un Moyen-Orient peu sûr.

A l'exception peut-être de quelques staliniens et trotskystes durs qui défendront le capitalisme d'Etat totalitaire de la Russie -soi-disant "socialisme"- jusqu'au bout, cette "opposition" bourgeoise à la guerre s'évaporera complètement et deviendra du patriotisme dès que 1°) la pression objective vers la guerre s'intensifiera, 2°) les intérêts "vitaux" américains (l'Amérique elle-même) seront attaqués et que 3°) la classe ouvrière sera mobilisée idéologiquement et physiquement derrière "son" Etat .

Un mouvement anti-guerre est apparu dans la petite-bourgeoisie (étudiants, intellectuels, etc.). Il se base sur une répulsion moraliste envers les horreurs du capitalisme décadent, ce qui le conduit au pacifisme (lâche fuite devant la réalité dont un exemple typique a été le mot d'ordre d'une manifestation anti-guerre à Princeton : "Rien ne mérite le sacrifice de la vie") et à l'absence de volonté ou incapacité de comprendre la seule alternative réelle qu'affronte l'humanité aujourd'hui : guerre impérialiste OU révolution prolétarienne.

Seul le marxisme révolutionnaire de la classe ouvrière peut répondre aux questions brûlantes de notre époque.

Qui peut éviter une troisième guerre mondiale ?

Toute opposition à la guerre qui ne s'ancre pas fermement et exclusivement sur la lutte de la classe ouvrière et qui n'ait pas comme but immédiat la destruction de l'Etat capitaliste partout, ne peut être qu'une opposition bidon -au mieux une illusion ou un rêve, au pire une mystification ayant comme but de dévoyer la lutte de classe, mobiliser le prolétariat derrière "son" Etat, ouvrant ainsi réellement le cours vers la guerre mondiale. La seule force qui peut réellement éviter la guerre est la force qui peut combattre l'exploitation capitaliste dans tous les pays. Cette force c'est LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE UNIE. Les ouvriers sont les producteurs de la grande masse de la richesse matérielle du monde et, en particulier, des moyens de la guerre : armes, transports, matières premières, grandes implantations industrielles, etc. La guerre moderne dépend de l'industrie. Sans l'industrie, il ne peut pas y avoir de guerre. Et sans les ouvriers, il ne peut pas y avoir d'industrie. Sans la soumission idéologique et physique des ouvriers des principales puissances industrielles (et impérialistes), la guerre mondiale est impossible. La manière de freiner la tendance inhérente du capitalisme à la guerre mondiale est que les ouvriers luttent pour résister à l'uastérité, au chômage et la misère, briser les barrières que les syndicats et la gauche -même s'ils le font avec un langage radical- mettent constamment sur leur chemin. Mais cela ne suffit pas. Les luttes des ouvriers ne peuvent être réellement efficaces que si elles deviennent une préparation consciente de la confrontation décisive qui, en détruisant le capitalisme, libèrera l'humanité de toutes les calamités que ce système lui impose : l'exploitation, la misère, la famine, le génocide et la guerre impérialiste.

Est-ce-que la classe ouvrière s'oppose à la guerre ? A la guerre impérialiste, oui. Mais son alternative à la guerre impérialiste -la seule alternative possible à la guerre impérialiste- est une guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie. Ce n'est que par la guerre civile, par la violence, par l'armement du prolétariat que l'Etat capitaliste *peut être détruit partout (USA, Russie*, Chine, etc.) de même que la guerre impérialiste avec toutes ses horreurs, une fois pour toutes(...)

Les militants qui veulent réellement détruire le capitalisme mondial sous toutes ses formes (que ce soit le totalitarisme de l'Est ou de l'Ouest) doivent admettre qu'il n'y a qu'un moyen de combattre la conscription, d'empêcher la bourgeoisie de déchaîner une troisième guerre mondiale...et c'est la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. Cela veut dire rejeter la direction des libéraux et des gauchistes (maoïstes, trotskystes, staliniens), qui, quelle que soit la rhétorique qu'ils emploient, ne sont que l'aile gauche du capitalisme. Leur mission est de semer la confusion, de désorienter la classe ouvrière -et les révolutionnaires potentiels d'autres couches-, pour court-circuiter la lutte révolutionnaire et l'enfermer dans les limites du capitalisme. feLa guerre est à l'ordre du jour. Suivre les Harringtons, les Abzugs, les Tom Haydens, les trotskystes, les maoïstes, c'est préparer le terrain à une autre guerre inter-impérialiste mondiale. Redécouvrir l'héritage du mouvement ouvrier révolutionnaire et reconstruire les organisations révolutionnaires c'est préparer la seule guerre qui peut libérer l'humanité : la guerre de classe des ouvriers du monde contre l'Etat capitaliste de tous les pays.

INTERNATIONALISM (Mars 1980)

Les "succès" de la France en Afrique

●Des milliers de morts au Tchad, des assassinats et des émeutes au Mali, treize pendaisons en Tunisie, voilà la *réalité de l'"indépendance" sous* la protection de la France, qui milite pour les droits de l'homme et de la liberté, c'est à dire le bazar idéologique de la bourgeoisie. C'est la barbarie capitaliste la plus complète. Avant, il y avait eu le Zaïre et Bokassa, aujourd'hui les Etats menacés de décomposition deviennent légions et le bourgeoisie ne sait plus où donner de la tête; la France n'y échappe pas. Elle a de plus en plus de mal à assumer son rôle de gendarme du bloc US en Afrique. Les intérêts y sont considérables et les menées de l'autre bloc impérialiste (russe) se conjuguant avecune agitation sociale provoquent un nouvel élan à la "destabilisation" que redoute Giscard d'Estaing.

Au Tchad, les affrontements entre les onze armées des onze ministres sont ceux des blocs par chair à canon interposée. Le résultat est un carnage interminable. En Tunisie, par contre, ce qui transparaît de la violence de la repression de la tentative de coup d'état à Gafsa, c'est la peur de la bourgeoisie d'une explosion sociale. Elle a voulu faire peur à la classe ouvrière pour prévenir son action.

Ce type de situation tend à se généraliser et cela montre que la barbarie capitaliste, qu'elle soit française, libyenne, tunisienne ou russe est une triste réalité et que ce monde pourri doit être détruit.

L.M.

REFUGIES CUBAINS

CUBA, UN ENFER CAPITALISTE

●Alors que depuis plus d'un an, Fidel Castro multiplie les appels aux sacrifices,au civisme, au patriotisme, dix mille cubains se sont rués à l'ambassade du Pérou à La Havane pour avoir le droit de quitter l'île. Cuba, symbole de toutes les luttes de libération nationale, ne serait-elle plus le paradis socialiste que staliniens et gauchistes nous ont décrit ?

L'accélération de la crise et l'accroissement des tensions inter-impérialistes ont mis à nu la réalité. Malgré les efforts des fractions de gauche de la bourgeoisie -les trotskystes en particulier- qui pendant vingt ans nous ont vanté les mérites de Cuba, celle-ci n'apparaît plus que pour ce qu'elle est , un pays capitaliste en proie aux pires difficultés économiques et sociales. Que reste-t-il de cette voie vers le communisme qui était tracée dans les années soixante après la victoire sur l'"impérialisme", c'est à dire l'Amérique"? Que reste-t-il de cette solidarité prolétarienne dont se réclamait Castro pour justifier ses aides en faveur des luttes de libération nationale en Afrique et en Amérique du Sud ? Seulement la vérité, une fois que l'habillage de la propagande se soit déchiré. En effet, comment appeler "socialisme" un régime qui a procédé à des nationalisations, renforcé la militarisation et la répression, développé le salariat ? Aujourd'hui que la crise s'accentue, ce sont les salaires qui ont diminué, tout comme les rations en produits alimentaires alors que le rationnement n'a jamais cessé depuis vingt ans. Quant à la"solidarité prolétarienne", elle s'est résumée à un soutien des fractions de la bourgeoisie qui souhaitaient s'affranchir de la tutelle du bloc américain, donc à un recrutement pour l'autre bloc impérialiste, celui de l'Union Soviétique. C'est ainsi que chaque fois que les intérêts du bloc variaient, la position de Cuba variait elle aussi. Et le prolétariat n'avait rien à gagner dans ces affrontements entre les deux blocs, bien au contraire puisqu'il servait de chair à canon. Et quand il se permettait de déranger le jeu de la bourgeoisie en revendiquantpour ses intérêts propres, Castro n'eut aucune gêne pour intervenir et se servir de son prestige pour casser les grèves comme au Chili, quitte d'ailleurs à les appeler agents de la CIA si les ouvriers continuaient leurs luttes. Non, Cuba n'est pas un paradis socialiste mais bien un enfer capitaliste. Et cet enfer voit sa situation devenir de plus en plus impossible à tenir. Pendant vingt ans,la bourgeoisie cubaine a cherché le meilleur moyen de vendre sur le marché mondial et cela a toujours été un échec. D'abord le sucre puis la bauxite, ces produits destinés à l'exportation se sont révélés non compétitifs sur le marché mondial. L'URSS a donc fait le geste d'acheter ces productions et de vendre moins cher son pétrole, mais ce ne fut pas gratuit ; le coût fut même colossal. Il s'agissait de l'intégration totale de Cuba dans le bloc russe, aussi bien pour l'économie que pour le politique que pour le domaine militaire. Ainsi, quand l'armée éthiopienne prit le pouvoir, les alliés d'hier, les Erythréens et les Somaliens devinrent "d'inqualifiables agents de l'impérialisme". Cuba n'eut guère de gêne à fournir des dizaines de milliers de soldats pour les combattre. Il faut dire qu'elle avait déjà commencé en Angola où elle a rétabli l'ordre et installé le MPLA. Aujourd'hui, il y a toujours 50 000 Cubains en Afrique. Staliniens et trotskystes se sont révélés pour ce qu'ils étaient en soutenant Cuba, comme des soutiens actifs du bloc russe, se servant du mythe des libérations nationales pour justifier les massacres inter-impérialistes.

Cette intégration sans cesse plus grande et le poids que finalement elle représente s'est traduite par un accroissement de la crise d'où l'inquiétude de Castro dans ses discours, demandant des sacrifices et l'union nationale, mais cela ne suffit pas ; en plus des rationnements, d'un renforcement de la militarisation, il faut encore s'alléger de tout ce qui pèse sur l'économie et en particulier de la petite bourgeoisie. Cela n'est pas nouveau ; chaque fois que le capital connaît une crise, il lui est plus facile d'attaquer cette couche qui ne produit rien, que le prolétariat. Ce sont d'ailleurs de magnifiques boucs émissaires; ainsi ce fut le rôle des juifs en Allemagne avant 1939, ou des Chinois au Vietnam ces dernières années. C'est le cas aujourd'hui pour les réfugiés de l'ambassade du Pérou. Qui fera croire que Castro ne savait pas ce qu'il faisait en enlevant la garde autour de cette ambassade ? En effet, depuis le début de l'année le flux vers les USA des Cubains s'est considérablement développé et cela fait vingt ans que des candidats au départ enfoncent les grilles des ambassades avec des autocars et que la justification de la présence autour d'elles de la milice était d'empêcher les évasions -comme pour le mur de Berlin en R.D.A.

Car la crise et la misère ne s'arrêtent pas à un seul pays mais s'étendent au monde entier. Elle existe à Cuba, mais aussi aux USA où Carter ne parle, lui aussi, que de sacrifices, de civisme, de patriotisme,de l'austérité. C'est ce paradis que les occupants de l'ambassade veulent trouver. L'issue de cette situation ne se trouve nulle part dans un pays qui échapperait à la crise, mais dans le prolétariat, la seule classe dont les intérêts correspondent à ceux de l'humanité, la seule classe qui puisse empêcher l'affrontement des blocs parce que c'est elle qui produit l'essentiel et qu'elle n'a pas à exploiter d'autres classes, mais à s'affranchir de l'exploitation, à Cuba comme en Russie, en Europe ou aux USA.

L.M.

LA CAMPAGNE SUR L'IRAN: LA BOURGEOISIE VEUT LA GUERRE

●Comme dans les mauvais romans policiers, le nouveau rebondissement de l'affaire des otages américains vient à point pour reconstituer en Iran une unité nationale quelque peu malmenée par un chaos politique et économique qui s'aggrave de jour en jour, et une classe ouvrière qui mène une lutte quasi permanente. Toutes les déclarations des chefs de file iraniens qui fanatisent contre l'impérialisme US, qui durcissent le ton à l'égard des américains, n'ont qu'un but : l'union de tout le p peuple iranien contre l'impérialisme américain.

Mais ce mauvais scénario nous laisse dans la bouche un goût amer. Qu'on se rappelle la mise en condition psychologique des populations américaine, européenne et iranienne au début de la prise en otage de ces quelques 50 ressortissants américains, où après un battage assourdissant, la menace de guerre toujours brandie..,nous avons assisté à l'intervention en Afghanistan par l'URSS qui a marqué un pas de plus vers la guerre mondiale (voir la déclaration du CCI dans RI n°70). Que présage cette nouvelle campagne idéologique ? A quelle aggravation des conflits va-t'on assister ? Vers quels risques d'intervention militaire va-t'on ? En tous les cas, une chose est claire, les tensions permanentes et de plus en plus aiguisées par la crise économique pousse la bourgeoisie vers un nouvel holocauste mondial. La bourgeoisie iranienne n'échappe pas à cette implacable logique. Au niveau de sa politique intérieure, elle prépare la classe ouvrière et le reste de la population à des privations encore plus importantes. Il ne suffit que d'écouter Bani Sadr et les autres qui demandent au "peuple iranien" de se serrer les coudes, car se pose pour le pays la nécessité d'adopter une économie de guerre encore plus intense, pour s'en persuader. Devant les sacrifices déjà très lourds, la bourgeoisie iranienne agite l'épouvantail U.S., qui peut encore pour le moment servir à canaliser la grogne et la lutte, pour les détourner contre un ennemi "commun". Pour cela, elle est obligée de jouer le jeu et de jeter au plus bas ce qui touche de près ou de loin à l'impérialisme américain, d'adopter un ton dur et sans équivoque contre les U.S.A.

Pour les U.S.A., c'est un autre problème. Tout d'abord, ils ne peuvent pas laisser faire ça. Il faut qu'ils montrent qu'ils sont toujours l'impérialisme dominant dans le monde et qu'en dehors de leur soutien, point de salut. Ils sont obligés, face au durcissement de la bourgeoisie iranienne, de réagir pour ne pas perdre la face devant un bloc adverse prêt à saisir le moindre prétexte pour satisfaire ses visées expansionnistes et cette réaction est amplifiée par la campagne electorale américaine qui contraint Carter à durcir également le ton. La mise en place du blocus économique et dans une moindre mesure la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran, mettent ce dernier au pied du mur. Mais cette politique vise en même temps un autre objectif : utiliser cette situation comme instrument de mystification pour mobiliser la population américaine en faveur d'un affrontement militaire. D'un côté comme de l'autre, on constate que la bourgeoisie américaine (comme la bourgeoisie iranienne) se fout des otages, elle ne s'en soucie que comme prétexte à l'encadrement de son opinion publique et elle l'utilisera en usera tant qu'elle le pourra. Toute cette campagne à l'encontre de l'Iran va de pair avec une campagne contre l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et elle ne parle jamais de l'Iran sans mentionner l'Afghanistan. Il faut que les gens se sentent concernés afin que le "rejet" par rapport à l'Iran se dirige aussi contre l'URSS ou tout simplement contre elle seule.

Il faut voir que Carter a bâti le gros de sa campagne electorale sur "l'affaire" iranienne. Il lui est indispensable de se montrer l'homme de la situation. Son récent discours télévisé en direction de quatre pays européens (Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, France), montre qu'il a réagi pour obtenir - en fait pour imposer- un soutien plus unanime et plus puissant des pays européens. Mais les bourgeoisies européennes renaclent, bien qu'un accord formel de solidarité ait été donné aux USA. Cette réaction s'explique par le fait que les bourgeoisies sont moins sûres d'encadrer leur propre "opinion publique", et par le fait que les pays européens ont l'impression (avec raison) qu'ils peuvent servir de champ de bataille, étant directement face à l'URSS. Mais ces réserves de principe ne remettent pas en cause l'appartenance de ces pays au bloc américain, ou encore n'ouvrent pas la voie à la constitution d'un troisième bloc. Les deux options légèrement différentes entre l'Europe et les USA permettent de mieux manoeuvrer par rapport aux pays les plus faibles du bloc (cf. article dans RI n°72 sur le voyage de Giscard en Arabie) et par rapport au bloc adverse. Il ne faut certainement pas douter que la rencontre prévue entre Helmut Schmidt et Leonid Brejnev ou le voyage d'Andreï Gromyko (chef de la diplomatie soviétique) le 23 avril à Paris, ont eu l'aval de Washington. L'attitude ferme adoptée en politique internationale par les USA ainsi que la politique plus souple, de "dialogue" des pays européens témoignent non pas de divergences profondes mais d'un partage des tâches au sein du bloc, d'une politique complémentaire pour mieux le renforcer. Une nouvelle épreuve de force entre les deux blocs est engagée, le bloc américain tente de mobiliser la classe ouvrière derrière les"valeurs"occidentales telles que la démocratie, l'égalité, le libéralisme, la famille, etc.. en mettant à profit le sentiment d'agression grossi par l'affaire des otages et l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS dans un seul but: l'entraîner dans la guerre impérialiste. Pour cela tout est bon, la bourgeoisie nous a servi des lamentations, des dénonciations virulentes sur le "totalitarisme" et le "militarisme" russe, face au fanatisme religieux de Khomeiny, elle exorcise les démons;mais rien ne peut arrêter les insatiables appétits impérialistes de chaque bloc. La campagne de la bourgeoisie axée sur l'unité nationale,qu'elle essaie d'insuffler au travers de ses mass-médias et de ses représentants divers, a pour but de mobiliser demain dans des conflits encore plus sanglants. Ne nous leurrons pas, hier avec le "bluff" des otages... il y a eu l'Afghanistan,avec la nouvelle campagne... qu'allons-nous voir ? La tension de plus en plus vive sur le marché mondial pousse chaque capital national à une attitude de plus en plus belliciste et pousse les deux blocs de plus en plus vers la guerre généralisée.

Le seul frein à la guerre, ce n'est pas tel ou tel président soi-disant plus "humaniste", telle ou telle fraction de la bourgeoisie qui serait moins belliciste en apparence, c'est la classe ouvrière.

S.K.

LA LUTTE DE CLASSE CONTINUE

●Si l'on fait le bilan de l'opération des otages plus de cinq mois après son déclenchement, que voit-on ? Khomeiny exhorte toujours "les iraniens à mettre fin à leurs dissensions, à s'unir autour du gouvernement et des forces armées afin d'assurer la défense de la patrie". Bani Sadr se lamente toujours du délabrement extrême de l'économie, de la persistance de l'agitation sociale et de la multitude des centres de pouvoir, entravant le bon fonctionnement de l'Etat bourgeois. En fait, sur aucun plan, l'affaire des otages n'a permis le retour à une "situation normale", c'est à dire à une situation où la classe dominante impose sa domination à l'ensemble de la société sans rencontrer de réels obstacles.

L'économie continue de s'enfoncer dans le marasme le plus profond, un chiffre à lui seul donne la mesure du problème : les exportations de pétrole ont diminué de plus de moitié depuis la chute du Shah, et il est évident que ce n'est pas d'une manière délibérée que la bourgeoisie se prive ainsi d'une partie substantielle de ses revenus. Les usines tournent en moyenne à 40% de leurs moyens. Enfin l'agriculture, non seulement ne se dirige pas vers une capacité à assurer l'auto-suffisance alimentaire de l'Iran, mais connaît une chute sensible de sa production. Ce qui accroît d'autant la dépendance vis-à-vis des grands impérialismes, et en premier lieu les USA.

La crise politique : les déchirements, les contradictions entre les diverses cliques bourgeoises se sont encore aggravées. Ainsi les problèmes régionalistes,avivés par des fractions bourgeoises et petites-bourgeoises, frustrées par le partage de la manne pétrolière opéré par Téhéran, sont toujours présents. Après un semblant de trêve, où l'on a vu toutes les fractions s'unir derrière le drapeau de la patrie menacée, dans le seul but d'obtenir un surcroît de sacrifices de la part de tous les exploités, les contradictions sont vite revenues sur le devant de la scène. Ainsi aujourd'hui les affrontements ont repris au Kurdistan, et Téhéran a même dû envoyer des régiments sûrs pour rétablir l'ordre. Les dissensions entre la fraction Khomeinyste et Bani Sadr, le fait que les staliniens du Toudeh, qui jusqu'alors soutenaient sans faille Khomeiny au nom de la défense de la mère-patrie et du "caractère progressiste de l'Islam", prennent de plus en plus leurs distances, ne fait que traduire l'aggravation de la crise politique de la classe dominante. Plus fondamentalement, la multitude des centres de pouvoir (chaque clique tâchant d'avoir une parcelle de pouvoir) provient avant tout du fait que le seul organe capable de "stabiliser" la situation, en enserrant les multiples antagonismes sociaux dans un seul et même corset de fer et de plomb, à savoir l'armée et la police, n'a toujours pas retrouvé sa cohérence et son efficacité.

L'armée :La fierté du bloc US, la cinquième armée du monde, profondément ébranlée par le souffle de l'explosion sociale qui a provoqué le départ du Shah, a vu fondre au contact de ce brasier plus du tiers de ses effectifs. Les 4/5 des déserteurs, non seulement n'ont pas rejoint leurs rangs, mais encore ont conservé les armes qu'ils avaient. Selon les experts de la défense U.S., l'armée est en proie à l'indiscipline, aux refus d'obéissance multiples et aux grèves. "Les nouvelles recrues ne reçoivent pratiquement aucun entraînement. Toutes les armes sont touchées par la désorganisation, la marine est décapitée, au point qu'elle a le plus grand mal à assurer la simple surveillance du chargement du pétrole...Dans l'aviation, les désertions, l'épuration, le sabotage, le départ des conseillers U.S., clouent au sol les trois quarts des avions."

De ce fait l'armée a la plus grande difficulté à assurer la défense des frontières (ce qui est l'une des raisons du faible soutien réel apporté aux rebelles afghans); de même qu'à assumer ses tâches de maintien de l'ordre intérieur. Seuls quelques régiments d'élite (par exemple les ex-"immortels") sont sûrs, ce sont eux qui sont actuellement au Kurdistan.

Quant aux "gardiens de la révolution", s'ils s'efforcent bien de jouer pleinement leur rôle de flics, en particulier contre le prolétariat, leur indiscipline, leur hétérogénéité du fait des multiples centres de décision auxquels ils répondent, les empêchent d'avoir toute leur efficacité.

Le prolétariat :

Mais là où l'échec se révèle le plus patent, le plus lourd de conséquences pour la classe dominante, c'est dans son incapacité à remettre au pas son seul et véritable ennemi : le prolétariat. Non seulement la lutte ouvrière se maintient en Iran, mais trouve de nouvelles forces, comme le montrent ces quelques exemples, tous survenus depuis l'affaire des otages :

- Le jour même de la prise des otages, les chômeurs manifestent à Téhéran. Au cinquième jour de l'occupation de l'ambassade, à Ahwaz,les ouvriers des compagnies de forage se mettent en grève. Fin novembre, près de Tabriz,une grève se déclenche à la suite d'un licenciement pour absentéisme, les ouvriers exigent contre leur patron islamique la réintégration de leur camarade et obtiennent le soutien actif des ouvriers des machines-outils de Tabriz. A la même époque à Téhéran, les ouvriers séquestrent le patron de l'usine de bois. Malgré les injonctions du Conseil de la révolution et l'envoi des "gardiens de la révolution", les prolétaires résistent, la solidarité se développe, et ils obtiennent, du moins momentanément, satisfaction. Fin février, face à la grève de l'usine pharmaceutique de Téhéran, le gouvernement envoie ses flics, qui vont jusqu'à tirer sur les ouvriers, à partir de là un nouveau slogan apparaît dans le prolétariat: "gardiens de la révolution = Savak".
- A Abadan, de multiples conflits, en particulier à l'aciérie, mais aussi dans les installations pétrolières ont lieu. Les chômeurs, fait notable, participent au mouvement, et les ouvriers actifs réclament un salaire pour leurs camarades chômeurs.

De ces quelques exemples non exhaustifs, trois enseignements principaux peuvent être tirés:

1) La classe a appris à se battre, à développer sa solidarité, son initiative, dans sa lutte contre le Shah. A travers celle-ci, elle a appris à se percevoir et à agir en tant que classe.

La force qu'elle a acquise dans ce processus, fait que les diverses mystifications bourgeoises employées pour dévoyer sa lutte, et en particulier celle de l'Islam des déshérités, tendent à s'user rapidement. Le slogan: "Gardiens de la révolution = Savak" en est une bonne illustration.

2) Cette force lui permet d'entraîner derrière elle d'autres couches exploitées, en tendant à les détacher des diverses cliques bourgeoises qui se disputent leur contrôle. Tant que le prolétariat lutte, les masses de sans-travail en particulier, peuvent trouver une perspective à leur révolte. De même ce n'est pas un hasard si, au moment même où le prolétariat reprend la lutte, les mouvements régionalistes déclinent et ne restent forts que dans les zones où le prolétariat est très faible (Kurdistan). A Abadan,les ouvriers se battent non en tant qu'arabes, mais en tant que prolétaires et,ce faisant, ils peuvent entraîner les chômeurs et semi-prolétaires.

3) Malgré l'épaisseur du voile qui tend à la recouvrir, la lutte du prolétariat reste, en Iran, un des éléments fondamentaux de la situation; c'est le facteur qui tend à déterminer tous les autres. Ainsi les antagonismes entre les diverses fractions de la bourgeoisie, même s'ils trouvent un accélérateur puissant dans la gravité de la crise économique, prennent d'autant plus d'acuité qu'ils se trouvent confrontés à une lutte de classe qu'ils ne parviennent pas vraiment à canaliser. Les tergiversations multiples à propos de la libération des otages, les frictions que cela suscite, ne font qu'exprimer le profond désarroi de la bourgeoisie iranienne, et également un moyen encore de faire, ou refaire, l'unité nationale contre l'impérialisme U.S. Voir la manifestation de plus d'un million de personnes à Téhéran, la plus importante depuis l'arrivée de Khomeiny, mais qui n'a cependant pas fait retrouver le même niveau d'hystérie nationaliste qu'en novembre 79.

Le vrai problème qui se pose à la bourgeoisie, n'est pas de libérer ou pas les otages,c'est bien plutôt de trouver par quoi remplacer cette mystification de l'anti-impérialisme US quand elle sera usée, pour dévoyer et canaliser la colère prolétarienne. L'accentuation des clivages entre les diverses fractions de gauche, d'extrême-gauche, Khomeiny, Bani Sadr, a la même origine. Le rôle de la gauche, dont il ne faudrait pas sous-estimer l'influence dans les grands centres ouvriers, étant de développer une série de mystifications "purement ouvrières" (nationalisations, contrôle ouvrier, autogestion, création de syndicats, etc..) pour dévoyer le prolétariat de son terrain de classe, en l'attachant à un projet, à une fraction particulière de la classe dominante. Pour accom-

(suite page 6)

L'ALTERNATIVE GUERRE OU REVOLUTION SELON 'LE PROLETAIRE' (P.C.I.)

Que va-t-il se passer ? Que peut-on faire ? Telles sont des questions qui se posent aujourd'hui au prolétariat dans une situation de convulsions économiques et sociales, politiques et militaires, qui secouent le monde actuel de l'est à l'ouest.

Dans le n° 307 de son journal, "Le Prolétaire", le Parti Communiste International critique la perspective défendue par le C.C.I. ("Le C.C.I. et les bruits de guerre") de la possibilité et de la nécessité pour la classe ouvrière d'imposer à la bourgeoisie des affrontements de classe avant que celle-ci ne mène le monde à la guerre impérialiste généralisée. Le PCI met pour sa part en avant une double perspective : *"la révolution contre la guerre ou, si la guerre éclate, le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile"*. Cette perspective est juste en général, mais la question posée aujourd'hui est celle de la capacité ou non du prolétariat d'enrayer la marche vers la guerre généralisée. Pour le PCI, peu importe : *"Ce qui poussera les prolétaires à la révolution, ce ne sera nullement leur "conscience" révolutionnaire, généralisée ou non, mais des déterminations matérielles, parmi lesquelles les ébranlements de la guerre pourront eux aussi jouer un rôle déterminant..."*. C'est vrai que ce sont les déterminations matérielles qui poussent les prolétaires à la révolution ; mais celles-ci ne sont pas les mêmes selon que le prolétariat se soulève avant ou après que la bourgeoisie ait imposé la guerre généralisée. Qui plus est, la conscience révolutionnaire -la compréhension des moyens et des buts généraux de la lutte- est une des conditions fondamentales de la victoire du prolétariat, étroitement liée aux déterminations matérielles. Le PCI ne dit pas quelles sont les "déterminations matérielles" : l'issue révolutionnaire, pour lui, ne dépend que de la capacité des révolutionnaires de *"préparer* (le prolétariat) *par la propagande générale comme par le "travail révolutionnaire quotidien", à imposer un jour SA solution contre celle de la bourgeoisie"*, quelles que soient finalement les conditions objectives du développement de la lutte de classe.

● *"Si la lutte de classe est suffisamment forte, l'aboutissement dans la guerre généralisée n'est pas possible ; si la lutte s'affaiblit à travers la défaite physique ou idéologique du prolétariat, alors la voie est ouverte à l'expression de la tendance inhérente au capitalisme décadent : la guerre mondiale. Par la suite, ce n'est qu'au cours même de la guerre, comme réponse aux conditions de vie insoutenables, que le prolétariat peut reprendre le chemin de sa conscience et ressurgir dans la lutte. Il ne faut pas se leurrer : on ne peut pas prétendre faire la révolution contre la guerre, faire la grève générale au "jour J", face à l'ordre de mobilisation. Si la guerre est sur le point d'éclater, c'est justement parce que la lutte de classe a été trop faible pour freiner la bourgeoisie et alors il ne s'agit pas de bercer le prolétariat d'illusions"* (Revue Internationale n° 15, p. 2)

Dans cette perspective, le PCI trouve, en vrac, *"un appel à la résignation au cas où la guerre éclaterait"*, du *"défaitisme"*, *"la petite bourgeoisie effrayée"*, et, ô pêché suprême, l'*"anarchisme"*... Pourquoi une telle avalanche de qualificatifs peu flatteurs ? Parce que le PCI ne voit qu'une chose : le CCI a dit : *"Il ne faut pas se leurrer, on ne peut pas prétendre faire la révolution contre la guerre"*. En effet, si c'était le cas, une telle position serait une absurdité : il faudrait de la peau de saucisson sur les yeux et du plâtre dans les oreilles pour ne pas connaître cette leçon de l'histoire de la lutte ouvrière : le prolétariat peut faire la révolution contre la guerre. Il l'a prouvé lors de la Commune de Paris en 1870 et plus près de nous en mettant un terme à la 1ère guerre mondiale, avec la vague révolutionnaire des années 17-23, la révolution d'octobre 17 en Russie. Le PCI n'a pas dû lire la phrase qui précède celle qu'il cite, ni la fin de celle -ci : *"On ne peut pas prétendre faire la révolution contre la guerre, faire la grève générale au jour "J", face à l'ordre de mobilisation"*. Car telle est aussi une des leçons de l'expérience du mouvement ouvrier : à l'heure de la mobilisation du prolétariat dans la guerre, c'est la défaite et la déroute, la dispersion des révolutionnaires, le massacre, l'emprise idéologique et physique de la bourgeoisie sur les prolétaires. Si celui-ci, au cours de la 1ère guerre mondiale, a pu reconstituer sa force de classe , contre les souffrances et les massacres impérialistes, la 2ème guerre mondiale a montré au cours de ce siècle que cette reconstitution n'était pas automatique. La bourgeoisie a tiré elle aussi des leçons de la 1ère guerre mondiale : à la fin de la 2ème guerre mondiale c'est une féroce occupation militaire partout ; toutes les forces nationalistes, alliés occidentaux et orientaux, partisans et résistants, tous concourent à maintenir la classe ouvrière épuisée par la guerre dans les mailles du capitalisme : toute velléité de lutte est sévèrement réprimée.

C'est une légèreté que d'affirmer que la guerre est pour le prolétariat une "occasion à saisir", placée quasiment sur le même plan que "l'approche de la guerre" :

"Au lieu de montrer dans l'approche de la guerre -et dans la guerre ellemême- des signes de l'instabilité croissante du capitalisme et donc des occasions à saisir par le prolétariat pour sa lutte (...), au lieu de le préparer par la propagande générale comme par le "travail révolutionnaire quotidien", à imposer un jour SA solution contre celle de la bourgeoisie -la révolution contre la guerre ou, si la guerre éclate, le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile-, ces messieurs du CCI bercent leurs lecteurs et se bercent eux-mêmes dans la vision de tout un processus graduel et automatique."

Dans la période actuelle, cette sorte d'"advienne que pourra, la révolution viendra pourvu que le parti soit là" revient à se boucher les yeux. Si le prolétariat est entraîné dans une nouvelle boucherie généralisée, les conditions d'un sursaut prolétarien ne seront certainement pas les mêmes qu'au cours de la guerre de 14-18. *"Ce qui était encore faisable dans les conditions de la guerre de 14, où les soldats des deux camps pouvaient communiquer entre eux, de tranchée à tranchée, n'est plus envisageable aujourd'hui avec la guerre des avions, des missiles, des chars et des armes à longue portée, sur des fronts de guerre couvrant des continents"*. (R.I. n° 71, "C'est la classe ouvrière qui doit s'insoumettre") La fraternisation, retourner les armes contre les officiers, sera tâche beaucoup plus difficile et de par les aspects techniques de la guerre actuelle et de par l'expérience acquise par la bourgeoisie utilisée à tout mettre en oeuvre pour contrer toute agitation sociale dans de telles conditions. Il ne s'agit ni de *"défaitisme"*, ni d'un *"appel à la résignation au cas où la guerre éclaterait"*, mais de ne pas bercer le prolétariat d'illusions dans l'hypothèse où la bourgeoisie parviendrait à imposer aux masses exploitées l'embrigadement dans la guerre impérialiste généralisée.

LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES

La *"propagande générale"* et le *"travail révolutionnaire quotidien"* ne sont pas des abstractions et se situent dans une réalité. Quant au contenu de la propagande, il faut savoir quoi mettre en avant : soit une situation de force potentielle de la classe ouvrière capable d'entraver la marche vers la guerre, soit une situation de défaite et de dispersion qui rejette après le déclenchement d'une guerre mondiale une possibilité de resurgissement du prolétariat. Pour le CCI, la première situation est celle sur laquelle le prolétariat peut et doit miser dans les conditions actuelles de la lutte de classe. Quant au travail révolutionnaire, il dépend fondamentalement de cette situation : il faut savoir si les révolutionnaires se préparent et oeuvrent avec le prolétariat à étendre les luttes, à se regrouper, à ouvrir les débats partout où ils le peuvent parce que les conditions le permettent ou s'ils se préparent à conserver les acquis du passé, à résister à une gigantesque vague de chauvinisme et de nationalisme qui fait perdre ces acquis dans les grandes masses et qui emporte l'adhésion du prolétariat derrière sa bourgeoisie nationale dans la guerre. Pour le CCI, c'est cette première perspective pour le travail révolutionnaire qui est permise et nécessaire par les conditions actuelles de la remontée de la lutte ouvrière depuis maintenant plus de dix ans.

Toute "propagande générale" qui se veut marxiste doit comprendre et expliquer "ce qui se déroule sous nos yeux". Une conception qui se résume en quelque sorte à "il faut être prêt à tout, à tout moment", est louable mais oublie quelque peu que le "travail révolutionnaire quotidien" consiste à défendre une volonté d'action vers la perspective communiste certes, mais fondée sur la possibilité ou l'impossibilité concrète de sa réalisation dans une période donnée. Tant que l'humanité n'est pas détruite, cette possibilité existe "toujours" à un niveau historique, mais cela ne signifie pas qu'elle existe à tout moment et une des tâches des révolutionnaires est de déterminer dans quel moment ils interviennent.

L'ART D'ELUDER LES PROBLEMES

Un proverbe dit :"Lorsqu'on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage". Le PCI, après avoir pendant longtemps ignoré le CCI, est aujourd'hui contraint de réfuter nos argumentations. Il s'essaie pour ce faire à toutes sortes d'amalgames de nos positions avec l'"anarchisme", la "petite bourgeoisie effrayée" et autres incantations destinées probablement à provoquer sur le lecteur un état de grâce lui permettant de rejeter nos diaboliques déviations petites-bourgeoises et d'être réceptif au Saint-Esprit du *"parti compact et puissant de demain"*. Cette pierre philosophale résoud toutes les contradictions et permet de boucher tous les trous de l'analyse sommaire du PCI de l'évolution actuelle du capitalisme. Cette analyse élude l'examen des conditions objectives de cette évolution pour ne porter l'accent que sur les conditions subjectives de l'adhésion du prolétariat au parti..."de demain". Mais en attendant que "le parti compact et puissant de demain" existe, dans les conditions subjectives actuelles de faiblesse de l'adhésion de la classe ouvrière au programme communiste, quel est le sens de l'évolution des conditions objectives de la lutte de classe? Guerre ou révolution ? Pour le PCI, peu importe. Que la révolution ait lieu avant que la guerre ne soit généralisée ou qu'elle ait à surgir dans et contre la guerre généralisée, revient au même : l'important, ce sont les tâches des communistes. La boucle est bouclée.

Le PCI fanfaronne sur la transformation d'une éventuelle guerre impérialiste mondiale en guerre civile *révolutionnaire sans montrer* que cette probabilité est la plus défavorable pour l'action internationale du prolétariat. Dans le milieu révolutionnaire, le PCI parle bien fort du défaitisme révolutionnaire pour...demain, mais il montre bien peu d'empressement à se prononcer sur la nature impérialiste des soi-disant guerres "nationales" bien réelles où les prolétaires se font trouer la peau pour des intérêts qui ne sont pas les leurs ! Le PCI parle bien haut de la nécessité de l'antimilitarisme "prolétarien" pour... demain ; il le prépare probablement en faisant du travail "anti-militariste" bras-dessus-bras-dessous avec... les trotskystes de la L.C.R., soutiens de l'impérialisme russe !

Le PCI voit la guerre mais est incapable de voir la force de classe, engoncé dans des préjugés dogmatiques, faisant de la force du parti le seul indice de l'activité prolétarienne "authentique" ! Paradoxalement, il attend de la guerre l'impulsion révolutionnaire. Le PCI ergote ensuite sur le rôle "fécondateur" du parti qui aura su (quand-même) s'implanter dans la classe avant la situation révolutionnaire; cela devient grotesque !

Pour le PCI nous exagérerions la "capacité actuelle de résistance du prolétariat", mais si celle-ci est si faible malgré le "danger" de guerre, d'où viendra la fameuse influence du "parti de classe compact et puissant"? De l'impuissance du prolétariat, peut-être ?

Non seulement le PCI n'est pas capable d'expliquer pourquoi la guerre mondiale n'a pas encore éclaté (sauf en minimisant la crise économique depuis des années) mais en plus il pense que le prolétariat n'a même pas encore commencé à affronter veritablement l'austérité. Comme si, en temps de crise économique, la lutte prolétarienne (ou son absence) n'avait aucune incidence sur le danger de guerre, comme si la lutte des classes ne devenait pas, à ce moment là, le facteur déterminant du sort de la société, comme si la solution prolétarienne à la crise du capital (la révolution) et la solution bourgeoise (la guerre généralisée) ne s'excluaient pas mutuellement ! Qui sont les attentistes, sinon ceux qui attendent du renforcement du parti la solution à tous les problèmes et qui font dépendre le sort de l'humanité de leur petit volontarisme d'organisation !

Que le PCI tronque et déforme nos positions, c'est polémique, qu'il les déforme, c'est normal, il ne les comprend pas, mais lorsqu'il dit que pour le CCI *"aujourd'hui il n'est pas nécessaire de lutter davantage ; et demain (quand le prolétariat sera armé) ce sera...impossible"* , c'est de la rigolade et fait partie des grossières manoeuvres pour éviter de se poser quelques questions embarrassantes qui touchent aux principes et à l'activité du Saint-Parti.

---

iran *(suite de la page 5)*

plir cette sale besogne, elle doit à la fois prendre ses distances avec la fraction islamique, de même qu'avec les fractions au pouvoir, directement responsables aux yeux des ouvriers du maintien de la misère et du "despotisme de fabrique".

Mais la lutte du prolétariat iranien n'est pas un phénomène isolé. C'est dans une bonne partie du Prôche et du Moyen-Orient que s'affirme de plus en plus nettement l' agitation sociale : grèves qui se multiplient en Israël, grèves d'ouvriers palestiniens de l'industrie pétrolière au mois de janvier dans les Emirats -où le revenu par habitant est pourtant le plus élevé du monde-, émeutes d'Alep en Syrie, lutte des prolétaires d'Izmir en Turquie...

Dans toute cette zone stratégique qui se trouve au centre des manoeuvres présentes des impérialismes, la bourgeoisie doit de plus en plus tenir compte de la poussée du mécontentement social.

A travers l'exemple que fournit le prolétariat iranien pour les luttes de la classe ouvrière dans cette région du monde, à travers la mise à l'épreuve de sa capacité d'affirmer et de développer son autonomie organisationelle et politique, dont dépend étroitement le ralliement d'autres masses exploitées au combat sans merci contre le capitalisme, se confirment, non des caractères spécifiques ou nationaux de la lutte, mais au contraire, les enjeux et les problèmes à l'ordre du jour pour l'ensemble de la classe ouvrière mondiale.

R.N.

VIE DE L'ORGANISATION



REUNIONS PUBLIQUES

AIX EN PROVENCE

Permanence : le 9 mai, de 18 à 19 h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX

Réunion publique : le samedi 31 mai, à 17 h, au Café Victor Hugo, 52 cours Victor Hugo, sur le thème: "Pologne, Brésil, Chine, G.B. : les luttes ouvrières préparent l'avenir."
Permanence: le vendredi 9 mai, de 18h30 à 19h30, même adresse.

DIJON

Réunion publique : le samedi 3 mai, à 17 h , à la MJC Maladière, rue Balzac, sur le thème : "Menace de guerre: le prolétariat doit s'insoumettre!"
Permanence : le 6 mai, de 18h à 19h, au Pavillon St Bernard, campus Montmuzard (face).

LILLE

Réunion publique : le samedi 10 mai à 14h30, au 23, rue Gausselet, sur le thème : " Auto-organisation de la classe ouvrière et intervention des révolutionnaires."
Permanence : le samedi 31 mai à 15 h, même adresse.

LYON

Réunion publique : le vendredi 23 mai, à 20h30, au 176 rue Pierre Valdo, sur le thème : "L'avenir de la lutte passe par l'auto-organisation de la classe ouvrière."
Permanence : le mercredi 28 mai, à 18h Brasserie de l'Etoile, 1 cours Gambetta.

MARSEILLE

Réunion publique : le vendredi 30 mai, à 21 h, au 7, Bd Burel, salle de la fraternité, sur le thème : "Pays de l'Est = Pays capitalistes".
Permanence : le vendredi 23 mai, de 18 à 19 h, au bar "Les Danaïdes", square Stalingrad (Canebière) 13001.

NANTES

Réunion publique : le samedi 10 mai, à 17 h, centre social des Bourderies, sur le thème : "Quelle organisation du prolétariat aujourd'hui ?".
Permanence : dernier mercredi du mois (soit le 30 avril et le 28 mai) à 20 h30, au café de l'Hotel de Ville (mairie de Chantenay)- Nantes.
Contacts avec les diffuseurs : au marché Talensac , le deuxième samedi du mois, de 10h30 à 11h30 .

PARIS

Réunion publique : le samedi 10 mai, à 17 h, au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte , 1° étage), sur le thème : "Ni peuple, ni nation, une classe ouvrière internationale."
Permanence : tous les samedis du mois, sauf le samedi de la réunion publique, à 16 h , salle orange, même adresse.

ROUEN

Permanence: le samedi 10 mai, à 14h30, à la Halle-aux-Toiles.

SAINT-NAZAIRE

Contact avec les diffuseurs : au marché, le deuxième dimanche du mois, de 10h30 à 11h30.

TOULOUSE

Réunion publique : le 23 mai à 21 h, (l'adresse sera communiquée par voie d'affiches), sur le thème : "Pologne, Brésil, Chine, G.B.: les luttes ouvrières préparent l'avenir."
Permanence : Tous les samedis du mois, à 24h30, bar "Le Colbert" avenue St Exupery (Pont des Demoiselles).
Contacts avec les diffuseurs : au marché aux légumes, sur le boulevard (près place Jeanne d'Arc), les deuxième et quatrième dimanches de chaque mois et au marché aux Puces (St Sernin) le deuxième dimanche du mois, de 10 h à 13h.

PUBLICATIONS DU CCI

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit : (sans autre mention) APARTADO DE CORREOS 19-18 Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961 Manhattan Station 365, West 125 St. New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme

BP 13 Bruxelles 31 1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674 San Martin Caracas 102 (Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469 80100 Napoli (Italie)

wereld revolutie

Postbus 11 549 1001 Gn AMSTERDAM

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit : BM Box 869 London WC IV 6 XX

weltrevolution

Adresse en Allemagne : IKS Postfach 410308 5000 Köln 41

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.
Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.
Elle se fixe les tâches suivantes :
- *la publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;*
- *la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;*
- *la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.*

REVUE INTERNATIONALE N°21

- Révolution ou guerre
- Le gauchisme en France depuis 10 ans
- L'organisation du prolétariat en dehors de période de luttes ouvertes (noyaux, cercles, groupes, etc.)
- Sur le capitalisme d'Etat (Internationalisme 1952).
- Les théories de la crise dans la gauche hollandaise.

BROCHURES

- *Nation ou classe*
- *Congres de R.I. 78*
- *Organisations communistes et conscience de classe*
- *Les syndicats contre la classe ouvriere*
- *Plate-forme de R.I.*

INTERNATIONALISME N°41

-British Steel
-Sidérurgie: l'avenir qu'on nous promet
-Conventions collectives
-un plan pour les mines
-Troisième Congrès d'Internationalisme.
-Conférence des dockers
-Le PCI et les syndicats
-Organisation de la classe

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75827 Paris Cedex 01

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à : R.I. CCP 2023302 X Paris

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

polemique

la paranoïa du P.I.C.

Dans le numéro 30 de "Jeune Taupe", le PIC consacre une demi-page au CCI. On aurait pu s'attendre à un texte de polémique cherchant à faire comprendre au lecteur les désaccords entre les deux groupes, à argumenter pour convaincre de la validité de ses propres positions et de l'erreur des autres. On ne trouve rien de cela. Le titre donne déjà le ton : "l'art de la falsification ou Brejnev-Marchais-CCI: même combat".

Et l'article lui-même n'est qu'une série d'accusations d'après lesquelles nous procèderions à une "manipulation proprement stalinienne de textes" visant à "faire disparaître tout tentative d'une analyse révolutionnaire soulignant les insuffisances du mouvement actuel à l'échelle mondiale, ceci pour imposer [nos] schémas d'ultra-gauche du capital."

Le lecteur pourra constater en comparant les deux traductions (celle de Jeune Taupe n°30 et celle de la Revue Internationale n°20)relatant les explosions ouvrières au Vénézuela et en relevant les parties que nous avons supprimées , la totale absurdité des accusations du PIC.

D'ailleurs, la stupidité du PIC éclate quand il nous reproche d'avoir traduit "fetraragua" par "chambre de commerce et d'industrie" au lieu de "Fédération syndicale", ce qui est le terme français pour désigner ce type d'organisme patronal. Heureusement que le ridicule ne tue pas!

Le PIC s'émeut que nous présentions ce texte comme une "correspondance reçue d'un contact de la ville où se sont produits les événements"; en sous-entendant que cela montrerait l'inexistence de notre section au Vénézuela. Nos colonnes ne sont pas ouvertes qu'à nos seuls militants, et nous continuerons à publier toute contribution à l'analyse révolutionnaire, même si cela conduit le PIC à mettre en question l'existence de toutes nos sections.

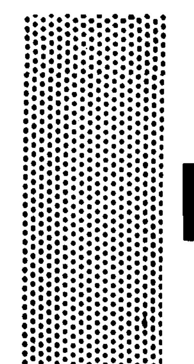
Sur le fond du problème,le PIC montre qu'il est aujourd'hui surtout préoccupé de souligner : "les insuffisances du mouvement réel actuel". Curieuse évolution de ce groupe, qui fut fondé par des camarades ayant quitté notre organisation en 1973, parce qu'ils estimaient qu'elle n'intervenait pas assez, et qu'elle sous-estimait le niveau de la lutte de classes! A cette époque, nous nous trouvions au début d'une période de creux des luttes pendant laquelle le PIC, montant en épingle le moindre mouvement, s'est agité à travers toutes sortes de "campagnes" plus stériles les unes que les autres. Aujourd'hui, déçus semble-t-il de la classe, ils commencent à faire la fine bouche alors que celle-ci a justement repris le chemin du combat. Face aux luttes contre les licenciements et le chômage, il fait la moue : "ce qu'il faut, dit-il, c'est engager une campagne pour l'abolition du salariat." Et d'éditer une affiche journal sur ce thème. Et de publier, dans Jeune Taupe, divers documents dont l'un, intéressant au demeurant, décrit la société communiste, mais dont l'autre dénonce: "la consommation comme ultime consolation", et salue "les pillages à New-York" ou la "fauche" dans un magasin, suite à la grève des caissières, comme autant de moments où : "le rapport de forces est momentanément inversé" (tract du groupe ouvrier Ericson).

Ce qui a toujours distingué les révolutionnaires des réformistes, c'est que les seconds ne donnent aucune perspective générale aux luttes de la classe et leur donnent pour seul objectif la satisfaction de leurs revendications immédiates, alors que les premiers conçoivent ces luttes comme autant de préparatifs en vue de l'affrontement général pour la destruction du capitalisme. Ce faisant, ils ne rejettent nullement ces luttes. Ils en soulignent au contraire le caractère absolument INDISPENSABLE. Face aux slogans réformistes : "le but n'est rien, le mouvement est tout", ils se gardent bien de rétorquer : "le but est tout, le mouvement n'est rien.", comme l'ont fait en leur temps les proudhoniens, certains anarchistes, et ces dernières années, les modernistes à la "Mouvement Communiste".

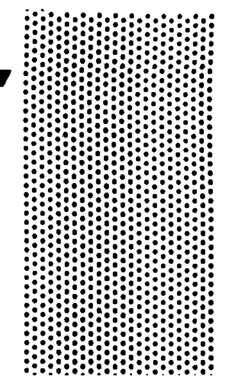
Aujourd'hui, face aux luttes de la classe qui tendent à se développer, les révolutionnaires doivent mettre en évidence l'importance de ces luttes (même lorsque syndicats et forces de gauche tentent de les récupérer), tant comme moyen pour résister contre une attaque de plus en plus violente du capital, que comme unique obstacle à la course vers une troisième guerre mondiale, que comme préparatifs pour la révolution. Notre propagande ne dit pas autre chose, mais c'est bien plus simple pour le PIC de nous faire dire n'importe quoi, afin, de son côté, de pouvoir dire vraiment n'importe quoi, de tenir les propos les plus aptes, non à convaincre les ouvriers d'aller plus loin dans leurs luttes, mais à les décourager. Après nous avoir joué les docteurs "tant-mieux", pendant des années, après avoir "levé le pied quand l'escalier descendait", le PIC, blasé, joue aujourd'hui les docteurs "tant pis", "baisse le pied alors que l'escalier monte". Après la dégringolade de ses "campagnes" bidons, il se prépare d'autres chutes.

Et pour se garder des dangers de la critique, pour esquiver le débat indispensable entre révolutionnaires, pour se refuser à répondre sur le fond et notamment aux arguments donnés dans notre article sur "nos censeurs" (Revue internationale n°20), le PIC se laisse aller à sa paranoïa et tente de prouver avec des ficelles plus grosses que lui que nous sommes des faussaires.

Tout cela n'est pas très sérieux. Pour notre part, nous concevons le débat révolutionnaire à un autre niveau.



CONTRE LE CAPITALISME, L'ETAT ET SES SYNDICATS VIVE LA REVOLUTION !



● Dans le précédent numéro de notre journal, nous avons essayé de cerner ce que la presse qualifiait de "crise du syndicalisme". Caractérisée dans un premier temps par une hémorragie de militants qui est allée en s'accélérant depuis les années 73/74, cette crise n'a véritablement commencé à préoccuper sérieusement l'ensemble de la bourgeoisie (gauche et syndicats compris), qu'à partir du moment où le somnifère de la perspective électorale de 78 a cessé de faire effet et où la réalité de la crise économique et de la lutte de classe a repris le dessus.

QUELQUES DONNEES ACTUELLES DE LA QUESTION SYNDICALE

Que les syndicats perdent seulement des militants passe encore et n'inquiétait directement que les syndicats eux-mêmes, encore que la perspective de posséder un morceau du "pouvoir" avec la gauche au gouvernement a pu les consoler, ou tout au moins leur cacher cette réalité. Mais l'inquiétude est devenue générale quand, l'an dernier, cette perte de militants s'est doublée d'un désintérêt pour les mots d'ordre syndicaux d'une contestation de l'emprise que les appareils syndicaux veulent établir sur toute grève ou lutte en général, ou mieux, des débordements et de la critique directe des syndicats, des moyens et buts proposés aux ouvriers en lutte. La peur que ces critiques, la plupart du temps en acte et dans le feu de l'action, ne débouchent sur des mouvements de masse, sur une remise en question des fondements même de la société capitaliste a dès lors dominé dans les préoccupations de la bourgeoisie.

A partir de ce moment, plus question d'union de la gauche, de perspective electorale; le mirage d'un changement possible de la condition ouvrière avec la gauche au pouvoir a fait long feu.

Dans l'opposition et vite, car c'est la seule position, sur le terrain même où se déroulent les luttes, où se préparent et mûrissent les futurs conflits, dans laquelle la gauche et les syndicats peuvent tenter d'empêcher que les petits incendies de la lutte de classe qui se déclarent ici et là ne se transforment en un embrasement social général où les syndicats pourraient perdre tout contrôle du mouvement.

Hier à pleins poumons et le coeur en fête, des milliers de manifestants scandaient: "Longwy, Denain nous montrent le chemin", et ce slogan battait le rythme d'un espoir nouveau. Si les CRS n'ont jamais réussi à barrer ce chemin, les syndicats et la gauche, eux, pour le moment, oui !

Des luttes de l'an dernier, il ne reste aujourd'hui que des acquis matériels infimes, pour ne pas dire rien, et par contre des milliers de questions.

C'est pourtant là que les luttes de l'an dernier, en particulier dans la sidérurgie, revêtent leur véritable portée et dimension; elles n'ont peut-être que posé des questions, mais il faut leur reconnaître le mérite d'avoir commencé à poser les vraies questions et d'avoir commencé à bien les poser. Et il est significatif que toutes ces questions, conditions, but et moyens de la lutte se posent au travers de la question syndicale.

Dans les numéros 68, 69 et 69bis du journal, nous avons déjà développé notre point de vue sur quelques aspects des réponses erronées que certains donnent à ces questions, en particulier sur la possibilité de reconquérir les syndicats existant à l'idée de la révolution, ou de créer de nouveaux syndicats, etc... Nous ne reprendrons pas ici cet aspect du problème et nous y renvoyons le lecteur. L'aspect que nous voulons traiter ici concerne le problème de la constitution du prolétariat en force sociale organisée et consciente par rapport à la question syndicale.

LA CONSTITUTION DU PROLETARIAT EN FORCE SOCIALE ET LE SYNDICAT

Face à la situation actuelle de crise économique, la nécessité pour la classe ouvrière de s'opposer au capitalisme et aux conséquences de la crise se fait cruellement sentir et elle ne peut s'exprimer que comme une nécessité pour la classe ouvrière de se constituer en force sociale unie, consciente et organisée.

De tous temps, la communauté d'intérêts entre les ouvriers face au capitalisme a toujours déterminé une dynamique qui pousse la classe ouvrière à se constituer en force sociale organisée capable de s'opposer au capitalisme.

Cela est une vérité générale valable pour toute l'histoire du capitalisme et du mouvement ouvrier, de leurs débuts jusqu'à maintenant. Cela reconnu, il faut préciser que les formes, le contenu et les buts de la lutte sont déterminés par les conditions dans lesquelles se déroulent les luttes.

Si justement l'on considère la situation et les conditions actuelles dans le cadre historique des dernières décennies, on constate que la situation de crise économique dans laquelle se déroulent les luttes ne tombe pas du ciel, mais que ce sont des conditions qui tiennent le haut du pavé depuis un sacré bout de temps:

"De 1914 à 1980, sur soixante six années, l'humanité a vécu 10 ans de guerre généralisée, 33 de marasme économique et seulement 23 de "prospère reconstruction". Pour 23 ans de faible chômage, les prolétaires des pays industrialisés ont subi 43 ans, soit deux fois plus d'années, de chômage important ou de guerre."

Dans de telles situations, il n'y a pas de secret ni de miracle, que ce soit dans les crises qui précèdent les guerres, ou encore plus durant les guerres, ou dans les périodes de reconstruction qui succèdent aux guerres, le capitalisme ne peut se survivre qu'en maintenant la classe ouvrière dans la passivité presque totale. Si le prolétariat ressurgit et entame un processus où il tend à se constituer en force sociale unie, consciente et organisée face aux forces bourgeoises centralisées au travers du capitalisme d'Etat, la coexistence de ces deux forces devient incompatible et à terme c'est la question de la révolution et de la prise du pouvoir qui est posée.

Ce n'est pas autre chose qu'exprime Lénine en une formule lapidaire en disant que: "Derrière chaque grève se dresse l'hydre de la révolution", ou encore ce que développe R. Luxemburg dans son étude des nouvelles formes de la lutte de classe apparues au début du siècle :

"Si la grève de masse est devenue, à l'heure qu'il est le centre du vif intérêt de la classe ouvrière, c'est qu'elle représente une nouvelle forme de lutte, et, comme telle, le symptôme certain d'un profond changement intérieur dans les rapports des classes et les conditions de la lutte de classe". (souligné par nous)

Dans ce processus qui mène du surgissement des luttes à la constitution de la force sociale capable de renverser le capitalisme et de mettre en place l'embryon de la future organisation sociale, la forme syndicale est totalement inadaptée. Non seulement la forme syndicale est totalement inadaptée, mais de plus les syndicats actuels et l'esprit syndicaliste en général, qui considère les ouvriers comme des assistés, incapables de prendre leurs affaires en main, sont une des principales entraves à la constitution du prolétariat en force révolutionnaire.

Quelle est la forme de l'organisation syndicale ?

Pour certains, la forme d'organisation syndicale est une forme neutre, une union d'ouvriers comme une autre que l'on peut remplir du contenu que l'on veut, réformiste, révolutionnaire, réactionnaire, etc.

Ainsi les tenants de cette conception, pour les besoins de leur cause, ramènent les formes d'organisation syndicales à une caisse financière, des locaux dans les usines pour pouvoir se réunir, du temps et la possibilité de se promener dans les ateliers. Enfin... rien de bien méchant, somme toute un avantage pratique dont on aurait bien tort de ne pas profiter et cela bien sûr... en toute innocence.

Ces conceptions sont une vue de l'esprit et passent rapidement sur ce qui constitue l'essence et le fondement de l'organisation de la classe ouvrière en syndicats.

Premièrement: l'organisation en syndicat n'a jamais concerné qu'une minorité d'ouvriers.

Deuxièmement: l'organisation syndicale est une organisation verticale dans tous les sens du terme:

- une organisation qui s'inscrit dans le cadre national;
- une organisation par corporations, seulement chapeautée à son sommet par une direction générale;
- une organisation hiérarchisée.

Troisièmement: l'organisation syndicale représente la possibilité pour le prolétariat de se constituer en force sociale unie et organisée au sein même du capitalisme, dans une période où l'organisation du prolétariat pour la défense de ses intérêts peut coexister avec la domination générale du capitalisme et cela même si les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie sont fondamentalement antagonistes, comme ils l'ont toujours été.

Ce troisième point résume et détermine en fait tous les autres. Nous ne développerons pas ici une analyse des conditions historiques où une telle organisation de la classe ouvrière était compatible avec l'existence du capitalisme.

Ce qui nous intéresse ici est de montrer comment dans la période actuelle la défense des intérêts du prolétariat et sa constitution en force sociale unie, consciente et organisée ne peut passer par la forme syndicale, et comment ceux-ci s'opposent au contraire de toutes leurs forces à ce processus. *Nous avons dit plus haut que la défense* de ses intérêts, que ce soit dans une situation de crise, de guerre ou de reconstruction, qui sont les trois volets de la période actuelle, implique pour le prolétariat que ses luttes débouchent et se développent dans des mouvements de masse où les aspects politique et économique de la lutte forment un tout. Et cela n'est pas une vue de l'esprit, un schéma théorique établi dans la tête d'intellectuels à volonté révolutionnaire, la "solution enfin trouvée", mais est la forme même que tous les mouvements de la classe ouvrière ont pris depuis le début de ce siècle, que ce soit en 1905 en Russie, entre 17 et 20 en particulier en Russie et en Allemagne, en 70-71 en Pologne, en 68 en France, en 69 en Italie, etc.

Dans de tels mouvements, l'organisation du prolétariat n'a pas été la forme syndicale mais les assemblées générales souveraines et, dans les plus hauts moments, les Conseils ouvriers, c'est à dire des formes d'organisation

(suite page 3)

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra instituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.